

Transparence politique et organisationnelle

Usages et effets des outils numériques
sur la participation démocratique

Réponse AAP Agor@nTic

15 janvier 2014

1- Éléments de présentation du projet :

Porteurs :

Guillaume Marrel
Magali Nonjon

MCF Science politique, LBNC
MCF Science politique, LBNC

Équipe :

Eitan Altman
Marc El Bèze
Marie-Hélène Sa Vilas Boas

DR Informatique, INRIA
PR Informatique, LIA
Docteur et enseignante de Science politique, UAPV

Laboratoires associés :

LBNC EA 3788
LIA EA 4128

2- Descriptif du projet :

2-1 Résumé

L'omniprésente injonction à la transparence politique et organisationnelle n'est pas une simple rhétorique. Elle s'incarne aujourd'hui dans des pratiques portées par des acteurs divers : élus, mouvements sociaux, associations, ONG, chercheurs, acteurs professionnels. Cette « mise en transparence » de la démocratie est très largement outillée par les NTIC et en particulier par le développement du Web 2.0. Le « web participatif », la mise en ligne d'agenda d'élus, les open data et les logiciels libres sont autant d'instruments qui consacrent ce qu'il est commun de nommer la « gouvernance ouverte ». Ces outils informatiques contribuent à donner un sens particulier à la transparence : celle-ci ne doit pas seulement fournir des informations aux gouvernés mais également augmenter les interactions entre Etat et citoyens. La passion de la transparence rejoindrait ici « l'impératif délibératif », nouvel horizon des démocraties fragilisées par la crise de la représentation et la défiance à l'égard des élites administratives et politiques. Mais quelles sont les conditions de cette transparence organisationnelle ? Celle-ci favorise-t-elle automatiquement la participation citoyenne à la gestion des affaires publiques ? La transparence n'est-elle pas un nouveau registre de légitimation pour les élites représentatives et un espace immédiatement réapproprié par la compétence et l'expertise professionnelle ?

Le projet cible cette année une réflexion interdisciplinaire (informatique et sciences sociales du politique) sur les acteurs et les usages du Web participatif en explorant d'une part les mutations du métier politique et d'autre part les formes de l'ouverture effective à la participation citoyenne. Cette réflexion sera menée dans le cadre d'un atelier de recherche collectif, transdisciplinaire et bimestriel au sein de l'UAPV et donnera lieu à trois chantiers d'enquête de terrain en France et à l'étranger. Les questionnements envisagés dans ce projet de recherche [Tr@nsPolO](#) s'inscrivent dans les axes *cultures et société numériques / réseaux sociaux et culture du web / méthodologiques* et intègrent un thème particulièrement porteur pour la SFR « Agor@ntic ».

2-2 Descriptif détaillé

La transparence renvoie en politique aux principes de vérité, d'ouverture et de liberté, autant de buts à atteindre pour garantir une bonne gouvernance démocratique. La transparence est souvent envisagée comme un moyen de lutter contre les dérives des organisations et des individus, telles que la corruption, les scandales financiers ou les fraudes (Pasquier & Villeneuve, 2007). Elle représente également un nouveau registre de légitimation du politique, une invitation à rompre avec l'organisation hiérarchique du pouvoir et l'emprise des élites traditionnelles. Définie comme l'ouverture des processus et des décisions internes à une organisation à des tiers, qu'ils soient ou non impliqués dans celle-ci, la transparence implique un droit à l'information et une remise en cause du principe du secret politique et administratif (Florini, 1998).

Cette injonction à la transparence n'est pas un simple effet de rhétorique. Elle s'incarne aujourd'hui dans des pratiques portées par des acteurs divers : élus, mouvements sociaux, associations, ONG, chercheurs, acteurs professionnels. Cette « mise en transparence » de la démocratie est très largement outillée par les NTIC et en particulier par le développement récent du Web 2.0. Le développement du « web participatif », la participation en ligne, la mise en ligne d'agenda d'élus, les open data et les logiciels libres sont autant d'instruments qui consacrent ce qu'il est commun de nommer la « gouvernance ouverte ». La notion de « gouvernance ouverte » (open government) ou « d'ouverture » (openness) s'est considérablement répandue parmi les réformateurs et les décideurs publics « dans la mesure où elle est censée avoir toute une série de retombées positives, comme l'efficacité, une réduction de la corruption et un renforcement de la légitimité de l'État ». Elle est souvent employée « pour parler d'initiatives consistant à publier sur l'Internet des documents et des informations sur l'action de l'État » (Meijer et al., 2012). Selon Albert J. Meijer, les outils informatiques contribuent à donner un sens particulier à la transparence : celle-ci ne doit pas seulement fournir des informations aux gouvernés mais également augmenter les interactions entre l'Etat et le citoyen. La passion de la transparence rejoindrait ici l'injonction à la participation,

l'impératif délibératif (Blondiaux, Sintomer, 2002), nouvel horizon des démocraties fragilisées par la crise de la représentation et la défiance à l'égard des élites administratives et politiques.

La transparence et la participation sont ainsi souvent envisagées comme les deux faces d'un même projet numérique. Une meilleure connaissance des processus décisionnels, rendue possible par la mise en ligne des documents politiques et administratifs, devrait permettre un élargissement de la participation des citoyens, et inversement. Or, divers chercheurs soulignent que le lien supposé entre transparence et participation reste à démontrer (Welch, 2012 ; Monnoyer-Smith, 2007). Alors que ces deux termes sont souvent pensés conjointement par les développeurs informatiques et les acteurs politiques, la transparence et la participation sont généralement étudiées séparément. L'enjeu du projet Tr@nspolo sera donc d'approfondir l'analyse de la relation entre ces deux principes.

A cette fin, l'étude des usages de l'outillage numérique par les acteurs politiques, administratifs et les citoyens constitue une entrée pertinente. Dans quelle mesure le développement de ces outils accompagne et contribue à produire cette transparence ? Ces outils assurent-ils une participation plus ample des citoyens ? Comment les acteurs politiques et administratifs, les professionnels de la participation, les développeurs informatiques et les citoyens mobilisés organisent-ils et s'approprient-ils les enjeux et les instruments de cette mise en transparence par le numérique ?

Projet de recherche : acteurs et usages du web participatif

Pour répondre à ces questions, deux axes seront explorés :

1- Le métier politique au prisme du Web : Le premier axe portera sur *la manière dont les élus s'emparent des outils numériques et ajustent leurs pratiques pour répondre aux impératifs de transparence et de participation*. Que font les représentants élus dans cette démocratie définie par l'impératif délibératif et son outillage numérique ? L'étude portera plus précisément sur deux types d'outils : les agendas numériques et les instruments du web participatif.

Les agendas numériques des décideurs publics : l'agenda personnel des représentants élus est un dispositif de gestion et de planification du temps de nature stratégique dans les équipes politiques (Godmer & Marrel, 2014). Longtemps demeuré dans les coulisses du pouvoir sous une forme papier propice au secret, l'agenda désormais numérisé et partagé peut faire l'objet de stratégies de communications en ligne associées à l'injonction à la transparence, la lutte contre la corruption et le clientélisme. L'emploi du temps des élus devrait d'une certaine manière pouvoir faire l'objet d'un contrôle citoyen. Mais qui opère la mise en ligne ? Qu'elle est la nature des informations dévoilées ? A quel moment et sous quelle forme l'emploi du temps est-il mis en ligne ? Par qui ? Quels événements sont laissés dans l'ombre ? Comment se recompose l'articulation entre ce qui est fait, ce qui doit être dit et ce qui doit rester secret ? Le premier axe explore donc les pratiques de mise en scène du travail politique des décideurs sur le Web. Pour les « élites » au pouvoir, la transparence politique est une contrainte ancienne, complexe mais renouvelée par les NTIC. Certains décideurs (entrants) l'endossent cependant plus facilement que d'autres comme stratégie de légitimation, en rendant compte de leur activité quotidienne en ligne. En jouant le jeu de la transparence, ils imposent à tous de nouvelles règles du jeu plus légitimes aux yeux d'une opinion-arbitre, règles qui contribuent alors effectivement et globalement à une plus grande ouverture du système politique. Citoyenne et technologique, l'injonction à la transparence n'élimine toutefois pas le secret en politique, mais rend son usage plus complexe.

L'association de la science politique et des sciences de l'informatique peut contribuer à l'analyse de certains de ces enjeux, en élaborant des outils de recensement des données et des événements, des méthodes pour reconstituer le déroulement de certains événements, par le recoupement d'informations disponibles sur le web. En informatique, au delà de la reprise de l'expertise acquise en matière d'annotations automatiques en termes

d'entités nommées ainsi que des systèmes de questions / réponses, le projet présente l'intérêt d'aborder une nouvelle problématique qualifiée dans la communauté scientifique de particulièrement difficile : apporter une réponse automatique à une question posée en langue naturelle suppose que l'on sache mettre en relation les entités nommées. Cela se fait de façon plus ou moins performante selon le type de questions posées. Les taux de succès sont les plus élevés quand les questions sont, comme c'est le cas ici, factuelles. Ce que l'on ne sait pas encore faire correctement c'est analyser le déroulement d'un événement, pour pouvoir l'exploiter ensuite. Or c'est exactement ce qui est en jeu dès lors que l'on veut croiser les données figurant dans un agenda publié par une personnalité politique et la description des faits réels tels qu'ils sont relatés dans la presse, les blogs ou les réseaux sociaux.

Dans une perspective de science politique, on se demandera ce que révèle ce dévoilement sélectif sur le métier politique et ses recompositions, mais aussi comment ces pratiques contribuent à faire évoluer les pratiques de représentation. Il s'agit de recenser et analyser les formes de cette mise en scène du travail de représentation, les contraintes réglementaires ou politiques à la transparence sur l'activité quotidienne de l'élu, les stratégies de diffusion ou de contournement de ces injonctions à la transparence, ses effets sur le travail politique et le comportement des dirigeants.

Les élus et le web participatif : au-delà du travail de la diffusion d'informations sur leur propres pratiques politiques, comment les élus interviennent-ils sur les pages destinées à faire participer les citoyens ? La diffusion de l' « impératif délibératif » est allée de pair avec la création d'outils numériques associés aux institutions participatives. La Commission Nationale du Débat Public organise, par exemple, des débats en ligne permettant aux citoyens de prendre part aux délibérations menées en son sein, autour de grands projets d'aménagements (Monnoyer-Smith, 2007). Ce type d'outils numériques fait-il l'objet d'un investissement particulier des élus lors des élections ? Leur imposent-ils un registre particulier de prise de parole ? Le registre de la transparence, lorsqu'il est associé au web participatif, permet-il à certains acteurs de légitimer leur candidature ou à l'inverse, de disqualifier un adversaire ? Plus généralement, la démocratie participative et ses expressions numériques constituent-elles des espaces d'affrontements électoraux ?

L'extraction de données textuelles réalisées par l'équipe d'informatique avignonnaise permet d'analyser les formes langagières adoptées par les utilisateurs du web. Cette méthode est particulièrement utile pour analyser les modes d'interventions des acteurs politiques. Les registres de la parole politique légitime sur le web participatif sont-ils similaires à ceux mobilisés dans d'autres scènes (meetings, intervention publique) ?

2 Le web participatif : ouverture citoyenne ou recomposition de l'expertise ? Le second axe cherche à interroger *les effets de cette mise en transparence sur la participation des citoyens et le développement d'un réseau d'expert du web participatif*. Il s'agira de travailler sur divers outils de participation politique en ligne et de questionner leurs liens et leurs effets sur la dynamique de transparence politique et organisationnelle. Ces dispositifs de participation politique en ligne renforcent-ils l'ouverture du processus de décision ou doivent-ils être davantage appréhendés comme des outils de « marketing participatif » (Aldrin, Utard, 2008) qui pérennisent des mécanismes classiques et très hiérarchisés de décision ? Contribuent-ils à améliorer l'accès à l'information ou cadrent-ils nécessairement le type et la nature de l'information échangée ? Quels enseignements tirer de l'émergence de ces dispositifs de participation en ligne et les enjeux de « neutralité de l'internet ».

L'approche privilégiée dans cet axe part du principe que les technologies numériques participatives organisent les relations entre les acteurs politiques (citoyens, décideurs, représentants de la société civile) et proposent des modèles de participation aux internautes (Benvegno, 2008, Badouard, 2014). De la même manière que le dispositif

scénique des instances participatives (conseils de quartier, Conseil National de Débat Public, Budget participatif, etc.) cadrent les échanges de parole et déterminent la qualité du débat (Blondiaux, Fourniau, 2010, Wright, Street, 2007), les architectures numériques organisent la participation suivant différents formats. Ainsi, il s'agit de penser ces outils numériques comme de « nouvelles technologies de pouvoir » traduisant l'émergence d'une « gouvernamentalité participative » (Gourgues, Rui, Topçu, 2013) qui tout en se développant dans le cadre de l'idéal de transparence peut également le questionner, voire le limiter.

Comme l'a souligné Romain Badouard, ces outils numériques participatifs traduisent en ressources techniques certains principes, certaines valeurs qui cadrent la participation des internautes et ce qu'on attend de leur participation. On pense en particulier aux :

- arborescences des sites qui « balisent des parcours de navigation ». les arborescences orientent les internautes sur certaines pages, les invitent à expérimenter successivement des étapes et valorisent certaines informations et certaines activités. » (Badouard, 2014)
- applications qui permettent d'agir sur le contenu au niveau de la production d'informations, de leur possible modification, leur personnalisation, leur filtrage ou leur évaluation (Badouard, Malbi, 2012)
- applications qui permettent d'interagir entre les internautes, c'est-à-dire la manière dont sont conçues les possibilités d'échange sur les sites – forum, commentaires etc.
- principes de publicisation des données relatives au statut de l'identité et les activités des internautes. On observe que les statuts auxquels sont sommés de s'acquitter les internautes segmentent leurs rôles.

Dans cet axe, trois pistes de recherche seront particulièrement explorées :

Travailler sur le design des technologies participatives pour identifier les formats de participation qui se diffusent sur le net

La combinaison entre approche informatique et sciences sociales permet d'envisager sur cet axe la possibilité d'identifier les formats de participation qui circulent sur Internet et de tenter de dégager les standards. Une analyse du web participatif peut permettre de travailler sur le type d'applications, le type d'architecture des sites participatifs qui circulent sur Internet et ainsi de s'interroger sur les dynamiques de standardisation du web participatif. On peut imaginer cartographier sur le net le type d'applications utilisées sur ces sites participatifs.

L'objectif consiste ici à tester l'hypothèse d'une standardisation des formats de participation et des effets que ces formats peuvent avoir sur l'accès à l'information, le type d'informations échangées sur ces sites. Il s'agit ainsi de voir comment ces outils numériques peuvent aussi servir à légitimer les « bonnes pratiques » de participation et en miroir stigmatiser les « mauvaises ».

Travailler sur le design des technologies participatives pour analyser la nature de l'information échangée et voir dans quelle mesure les consultations publiques en ligne peuvent être vecteur de participation démocratique

Il s'agit ici d'étudier les consultations publiques en ligne comme outil de démocratie participative au niveau national et international. L'étude peut porter d'une part sur le type de questions formulées dans les consultations en ligne, les processus de publicisation et de diffusion des consultations, les caractéristiques du public qui y répond et d'autre part sur les effets de ces consultations sur les processus décisionnels (prises en compte des réponses, caractère contraignant ou non de ces consultations). Une attention particulière peut être accordée aux consultations publiques menées sur le secteur des télécommunications : l'ARCEP en France, le FCC aux USA, le BEREM au niveau européen (Wong, Rosas-Mora, Altman, 2010).

Une réflexion peut également être engagée sur les concurrences possibles entre ces espaces participatifs numériques largement « institutionnalisés » et des espaces non nécessairement dédiés spécifiquement à organiser la participation politique en ligne des internautes (facebook, twitter, etc.). Chercheurs en informatique et en sciences sociales peuvent alors travailler ensemble à l'analyse détaillée de sites participatifs numériques (exemple : débats publics en ligne). Il s'agit alors par une fouille de données sur le Web de comparer le type et la nature de l'information qui circule sur ces sites « institutionnels » de participation en ligne et celle que l'on retrouve sur d'autres espaces numériques non institutionnalisés.

Reconstituer les réseaux d'expertise nationaux et internationaux de la participation politique en ligne.

L'ambition est ici de retracer les conditions d'émergence et de circulation de certains outils numériques participatifs dans les sphères politique et administrative. Quelles sont les propriétés des acteurs qui assurent leur diffusion ? La circulation de ces mêmes instruments s'accompagne-t-elle de la consolidation d'une définition légitime de la participation numérique ? L'une des hypothèses qui guidera cet axe est que la maîtrise de savoirs et de savoir-faire propres aux web sciences mène à la professionnalisation d'un nombre restreint d'acteurs ou d'institutions (Nonjon, 2006, 2012). La mise en outil de la transparence et de la démocratie participative conduit, dans cette perspective, à des processus contradictoires. Alors que le web participatif suppose que tous les citoyens puissent accéder à certaines informations et prendre part à la vie politique, la démocratie numérique implique également une spécialisation technique, qui favorise une fermeture de ce même champ, au profit de professionnels.

Il s'agit ainsi ici de s'intéresser aux concepteurs mêmes de ces outils numériques participatifs : qui sont-ils ? (associations, organisations politiques, consultants, experts). Il est également intéressant d'étudier leur circulation sur le net pour travailler sur la fermeture et/ou l'ouverture de ces réseaux d'expertise. Le partenariat avec les informaticiens peut ici permettre d'identifier des acteurs clés et de voir dans quels arènes du web on les retrouve. Il s'agit ici de reconstituer les réseaux d'expertise nationaux et internationaux de l'ingénierie participative.

3 – Objectifs et résultats attendus : l'atelier Tr@nsPolO

Afin d'approfondir les réflexions déjà engagées au sein de l'UAPV sur l'usage des outils numériques et leurs effets sur la participation démocratique dans le cadre des projets de recherche portés notamment par Guillaume Marrel (agendas d'élus) et Magali Nonjon (ingénierie participative) en 2013, ainsi que les travaux menés en informatique par Marc El Bèze sur l'extraction et le traitement des données du Web ou encore par Eitan Altman sur la neutralité de l'internet, l'équipe [Tr@nspolo](#) souhaiterait organiser un atelier de recherche collectif, transdisciplinaire et bimestriel au sein de l'UAPV en 2014. Il s'agit à la fois de lancer et d'encadrer les travaux de recherche innovants proposés ci-dessus et de consolider un réseau de recherche pluridisciplinaire local, national et international.

Objectifs à court terme :

- **Construire une approche pluridisciplinaire de la transparence organisationnelle à l'UAPV.** Une récente revue de littérature sur la « gouvernance ouverte » montre l'importance de ces thématiques dans les communautés académiques de science politiques, juridiques et administratives anglo-saxonnes et principalement nord-américaines (Meijer et al., 2012). La transparence organisationnelle peut néanmoins mobiliser des chercheurs en sciences sociales et en sciences de l'informatique, dans le cadre des « web sciences » émergentes, comme au Brésil, autour du groupe de recherche sur la cyber-démocratie à Rio (Cappelli et al., 2013). Il s'agit donc d'ouvrir un espace de travail

entre chercheurs en informatique, sciences sociales (science politique, sciences de l'information et de la communication mais aussi sciences juridiques) afin de développer et de fédérer les recherches consacrées à l'étude de l'impact du développement d'outils numériques sur les enjeux de transparence politique et organisationnelle. Ces séances seront l'occasion de construire et de consolider une grille de questionnement commune et transdisciplinaire sur les enjeux de transparence et de démocratie entre chercheurs de l'UAPV.

- **Mobiliser et encadrer des stagiaires de M2** : l'équipe s'engage dans le cadre de cet atelier à encadrer de manière pluridisciplinaire sur ces thématiques trois stagiaires de M2 en informatique et sciences sociales sur les thématiques suivantes :
 - mise en place d'un système de question / réponse pour interroger le Web sur la réalisation des événements enregistrés dans un agenda électronique
 - recensement et cartographie du design participatif sur le web
 - étude comparative des types de consultation en ligne
 - reconstitution des réseaux nationaux et internationaux d'expertise en web participation
- **Renforcer les partenariats extra UAPV nationaux et internationaux** : Il s'agira d'autre part, d'inviter des chercheurs extérieurs à l'UAPV, afin de constituer un réseau national et international de recherche :
 - Invités pressentis en France :
 - Nicolas Benvegno, docteur auteur de *La politique netroots. La démocratie à l'épreuve d'outils informatiques de débat public, thèse de doctorat, 2011.*
 - Romain Badouard, MCF, sciences de l'information et de la communication spécialiste des dispositifs participatifs de la Commission Européenne et leurs publics.
 - Invités pressentis à l'international :
 - **Brésil** : Rencontre à Rio en décembre 2012, Renata Araujo, professeure en système d'information à l'UNRIO (Brésil) a rendu visite à l'équipe de l'UAPV, le 4 novembre 2013. Le groupe de recherche Núcleo de Pesquisa e Inovação em Ciber Democracia qu'elle dirige est partenaire de ce projet.
 - **Canada** : Au niveau Québécois des partenariats sont déjà engagés depuis le séjour de recherche de Magali Nonjon en 2013 (professeure invitée – Université de Laval) et seront approfondis avec l'Université de Montréal (Laurence Bherer) et d'Ottawa (Louis Simard) notamment sur les enjeux de professionnalisation, de circulation internationale de l'ingénierie participative¹.

Objectifs à moyen terme :

- **Répondre aux AAP**
 - PEPS (CNRS) : HuMaIn 2014
 - ANR : Grands défis sociétaux 7 (Société de l'information et de la communication) et 8 (Sociétés innovantes, intégrant et adaptatives)
 - européen (Horizon 2020) : Section Information and Communication Technologies et Social challenges (Europe in a changing world - Inclusive, innovative and reflective societies)
 - France-Brésil : CAPES COFECUB et STIC-AmSud
 - France-Québec : FNRS

1. Un colloque international sera organisé sur cette thématique à Montréal le 21 et 22 juillet 2014, co-organisé par Magali Nonjon, Laurence Bherer (Université de Montréal) et Alice Mazeaud (Université de la Rochelle) « *Developing expertise in the design of participatory tools: The professionalization and diversification of the public participation field* » dans le cadre de l'International Political Sciences Association (IPSA). Dans le cadre de ce colloque des chercheurs étrangers travaillant sur les outils numériques de participation ont été identifiés et sollicités (Nina Amelung, Alma Kolleck, Goethe University Frankfurt, Tyler Shymkiw, Simon Fraser University...)

- **Internationaliser** la recherche avignonnaise sur cette thématique
 - Ouverture de terrains comparatifs : comparaison des dispositifs participatifs, comparaison du rapport des élus à la transparence au Brésil et au Québec, comparaison de l'ingénierie participative
 - Créer des partenariats de recherche avec laboratoires et universités brésiliens et québécois : co-tutelle de thèse, post-doc, séjour de recherche...
- **Augmenter les capacités d'encadrement de recherche**
 - HDR Guillaume Marrel sur les emplois du temps des dirigeants politiques (2015)
 - HDR de Magali Nonjon sur la professionnalisation de la participation (2015)

Animation scientifique :

Pour la réalisation du projet Tr@nspolo, le recrutement d'un ingénieur de recherche sur une durée de quatre mois est prévu, afin d'assurer les missions suivantes :

- **Organisation pratique des ateliers de recherche et synthèse des discussions scientifiques** : Pour que l'atelier devienne un espace de travail collectif et utile à l'ensemble de l'équipe, les interventions feront l'objet de compte-rendu, mettant en perspective les interventions réalisées et la littérature existante. Ces documents de travail contribueront à la stabilisation d'un langage commun au sein d'une équipe transdisciplinaire.
- **Valorisation et diffusion du projet Tr@nspolo** : La création d'un site web multilingue est prévue, lequel présentera les enjeux du projet, ses principales manifestations scientifiques et les travaux réalisés à Avignon. Il s'agira, par cet outil, de donner de la visibilité aux recherches menées à l'UAPV et de diffuser leurs résultats.
- **Renforcement de l'équipe de recherche sur la revue de littérature et l'enquête de terrain sur « transparence, numérique et participation »** : La vaste littérature existante sur chacun de ces sujets, habituellement traités séparément, impose de définir les acquis et limites scientifiques des travaux réalisés à ce jour. La rédaction d'une synthèse de la littérature nationale et internationale sur la transparence et la participation, permettra de comparer les traditions nationales de recherche sur le sujet, afin de préparer l'internationalisation de l'équipe et des recherches (France, Brésil, Amérique du Nord). L'IE aura également en charge une partie de l'enquête de terrain en France ou à l'étranger.
- **Soutien à la préparation des dossiers de candidatures aux AAP** : La pérennisation et l'expansion du projet impliquent l'obtention de financements nationaux et internationaux. L'ingénieur de recherche contribuera au montage des projets, en particulier à l'international : CAPES-COFEUCUB, STIC-AmSud et FNRS.

4- Caractère innovant, dimension interdisciplinaire et internationale du projet :

Innovation en science politique :

- Exploration d'une thématique (transparence) peu étudiée dans la science politique française
- Approfondissement de l'étude des logiques et des effets des usages du Web et du Web 2.0 dans les pratiques politiques contemporaines de la représentation et de la participation démocratique

- Développement d'un observatoire comparatif innovant France – Québec – Brésil

Innovation en sciences du Web :

- Capacité à retrouver dans un ensemble de textes (de provenances diverses et variées) la mention d'événements inscrits dans un agenda
- Associer à chacune de ces traces une mesure de l'écart qui peut exister entre la réalisation effective partielle ou totale et les projections dérivées de l'agenda
- Étude des mécanismes de consultations publiques dans le marché national et international des réseaux (gouvernance de l'internet, accès au savoir et standardisation)

Caractère interdisciplinaire :

- Co-construction d'outil d'observation et d'analyse du politique sur le WEB entre science informatique, web sciences et science politique
- Perspectives de collaboration avec les sciences de l'information (communication politique et WEB 2.0)
- Perspectives de collaboration avec les juristes de droit public (transparence administrative) et privé (transparence dans l'entreprise)

5- Positionnement dans la SFR Agor@ntic :

En raison de sa dimension interdisciplinaire et du thème étudié, le projet Tr@npolo s'intègre pleinement dans les trois axes suivants de la SFR Agor@ntic

Axe 1 : Cultures et sociétés virtuelles : Le premier axe porte sur les formes d'appropriation politiques et organisationnelles des outils numériques par les élus

Axe 2 : Réseaux sociaux et culturels du Web : Le second axe vise à modéliser les réseaux de professionnels organisés autour du web participatif, tout en étudiant les effets de ces outils sur les utilisateurs.

Axe méthodologique : transversal et inter-disciplinarité : L'atelier thématique représentera un espace de dialogue entre informaticiens, sociologues du politique, juristes et chercheurs en sciences de la communication autour de la transparence politique et organisationnelle, pour la construction de modèles analytiques communs.

La consolidation d'un nouveau thème porteur autour des effets politiques du Web pourrait être envisagée par la suite au sein de la SFR « Agor@ntic ».

6- Partenariats extérieurs :

- **Partenaires France**
 - Observatoire Politique de l'Amérique latine et des Caraïbes (OPALC)
 - GIS Participation et démocratie : <http://www.participation-et-democratie.fr/>
 - Commission nationale du débat public (CNDP) www.debatpublic.fr/
 - ARC Agendas (Triangle)
 - Alice Mazeaud, MCF Science politique, Université de La Rochelle

- **Partenaires Brésil**
 - Renata Araujo, PR Système d'information, UNRIO (Brésil)
Groupe de recherche : Núcleo de Pesquisa e Inovação em Ciber Democracia
 - Adrian Lavallo, PR en science politique, Université de São Paulo
 - Evelina Dagnino, PR en science politique, U. Campinas
 - Paulo Neves, PR en science politique, U. Sergipe

- **Partenariats Québec**
 - Institut du nouveau monde : <http://www.inm.qc.ca/>
 - Bureau des Audiences Publiques sur l'Environnement : <http://www.bape.gouv.qc.ca/>
 - Office de consultation publique de Montréal : <http://ocpm.qc.ca/>
 - Laurence Bherer, PR science politique, Université de Montréal
 - Louis Simard, PR science politique, Université d'Ottawa

7 – Budget prévisionnel et financements envisagés

Le projet Tr@nspolo est présenté dans le cadre de plusieurs appels à projet de recherche :

- AAP CSPN UAPV : dossier en cours d'évaluation
- AAP PEPS HuMaIn : dépôt du dossier prévu au 30 janvier 2014
- GDRl WebSciences France-Brésil, dont est membre la SFR Agor@nTic

Il devrait également bénéficier du soutien de l'Universités de Montréal, du LBNC et du LIA. L'équipe sollicite la SFR Agor@ntic pour appuyer les financements des postes de fonctionnement et de personnels (stagiaires et ingénieur de recherche) du projet Tr@nspolo (voir récapitulatif ci-dessous).

DEPENSES HT ou TTC (rayer la mention inutile)		RECETTES HT ou TTC (rayer la mention inutile)	
Nature	Montant	Origine	Montant
Équipement : 3 PC portables (stagiaires M2)	4 500€	<u>Sollicitées:</u> AAP CPSN PEPS HuMaIn 2014	1 000€ 3 500€
Fonctionnement : Frais atelier (missions, bons de commande...)	4 000€	AAP CPSN AAP Agor@nTic	2 000€ 2 000€
Séjours de recherche			
- Rio : 1 semaine (mai 2014)	2 500€	GDRl France-Brésil	2 500€
- Québec : 1 semaine (juillet 2014)	2 500€	PEPS HuMaIn 2014 Université de Montréal	1 500€ 1 000€
- Rio : 1 mois (octobre 2014)	4 500€	GDRl France-Brésil	4 500€
Personnels : 3 stages M2 (6 mois)	9 000€	AAP CPSN PEPS HuMaIn 2014	3 000€ 6 000€
1 ingénieur d'étude 100 % (4 mois)	12 000€	AAP CPSN AAP Agor@nTic LBNC LIA	3 000€ 3 000€ 3 000€ 3 000€
TOTAL 1	39 000€	TOTAL 2	39 000€
		Montant sollicité AAP Agor@nTic	5 000€

8 – Bibliographie :

- Akrich M., 1998, « Les utilisateurs, acteurs de l'innovation », *Education permanente*, n°134, n°134.
- Aldrin Ph., Utard J.-M., « The Ambivalent Politicisation of European Communication. Genesis of The Controversies and Institutional Frictions Surrounding the 2006 White Paper », *GSPE Working Papers*, 10/200
- Badouard R., 2014, « La mise en technologie de projets politiques. Une approche « orientée-design de la participation politique en ligne », *Participations*, à paraître.
- Benvegna N., *La politique netroots. La démocratie à l'épreuve d'outils informatiques de débat public, thèse de doctorat*, 2011.
- Benvegna N. « Prendre la parole sur Internet, Des dispositifs sociotechniques aux grammaires de la discussion », *Réseaux*, 2008/4.
- Blondiaux L., Sintomer Y., « L'impératif délibératif », *Politix*, 2002.
- Blondiaux L., Fourniau J.-M., 2011, « un bilan des recherches sur la participation du public en démocratie : beaucoup de bruit pour rien ? », *Participations*, n°1.
- Bredin Jean-Denis, « Secret, transparence et démocratie », *Pouvoirs*, vol. 97, n°2, 2001, p. 5-15.
- Cappelli C, Engiel P, Araujo R M, Leite J C S P, « Managing Transparency Guided by a Maturity Model », 3rd Global Conference on Transparency Research HEC PARIS, October 24th – 26th, 2013.
- Gourgues G., Rui S., Topçu S., 2013, « Gouvernementalité et participation . Lectures critiques », *Participations*.
- Florini A., « The end of secrecy », *Foreign Policy*, n°111, 1998, p. 50-63.
- Mazeaud A., Nonjon M., *Le marché de la démocratie participative. Institutionnalisation de la norme participative et transformation de l'action publique*, Les éditions du Croquant, A paraître fin 2014.
- Marrel Guillaume, Godmer Laurent, *Les temps du pouvoir : Production et usages de l'agenda d'une femme politique*, Presses de l'ENS Lyon, (à paraître) 2014
- Marrel Guillaume, Godmer Laurent, "Que font vraiment les professionnels de la politique ? Jeux de rôles quotidiens et saturation des temps du politique", in Alice Mazeau, Delphine Dulong, Antoine Roger (dir.), *La représentation politique en pratique*, Armand Colin, 2014
- Marrel G., Godmer L., "La production de l'agenda. Comment se fabrique l'emploi du temps d'une vice-présidente de conseil régional", in Didier Demazière et Patrick Le Lidec (dir.), *Le travail politique*, Presses Universitaires de Rennes, 2014
- Meijer Albert J. et al. « La gouvernance ouverte : relier visibilité et moyens d'expression », *Revue Internationale des Sciences Administratives*, vol. 78, n° 1, 2012.
- Monnoyer-Smith L, « le débat public en ligne : une ouverture des espaces et des acteurs de la participation? », in Cécile Blatrix, Loïc Blondiaux et Jean-Michel Fourniau, *Le débat public : Une expérience française de démocratie participative*, Paris, La découverte, 2007, pp. 155-166.
- Nonjon M, Bonaccorsi J. « La participation en kit : l'horizon funèbre de l'idéal participatif », *Quaderni*, 2012
- Nonjon M. « Professionnels de la participation : savoir gérer son image militante », *Politix*, 70, 2005, pp.89-112.
- Nonjon M., *Quand la démocratie participative se professionnalise : enquête sur les experts de la participation*, thèse de doctorat de science politique, Université de Lille2, 2006.
- Pasquier M. et Villeneuve J.-P. « Les entraves à la transparence documentaire. Établissement d'une typologie et analyse des comportements organisationnels conduisant à empêcher ou à restreindre l'accès à l'information », *Revue Internationale des Sciences Administratives*, vol. 73, n°1, 2007, p. 163-179.
- Sa Vilas Boas M-H, *Du quartier à l'Etat. Sociologie des publics des dispositifs participatifs brésiliens. Le cas des conférences des femmes de Recife et de Londrina (Brésil)*, Thèse de science politique soutenue à l'IEP d'Aix-en-Provence, 2012.
- Sa Vilas Boas M-H, « Écrire la comparaison lorsque les données sont asymétriques ? Une analyse de l'engagement dans les dispositifs participatifs brésiliens », *Revue Internationale de Politique Comparée*, vol. 19, n°1, 2012, p. 61-74.
- Sa Vilas Boas M-H, « Le Parti des travailleurs sous les gouvernements Lula: entre 'normalisation' et réaffirmation de l'identité partisane », *Problèmes d'Amérique Latine*, n° 78, 2010, p. 47-62.
- Blondiaux L., Sintomer Yves, « L'impératif délibératif », *Politix*. Vol. 15, N°57, 2002. pp. 17-35.
- Welch E. W. « La relation entre transparence et participation gouvernementales : étude des gouvernements locaux aux États-Unis », *Revue Internationale des Sciences Administratives* 1/2012 (Vol. 78), p. 99-122.
- Wong S., Rosas-Mora J., Altman E., **Public Consultations on Net Neutrality 2010**, Proceedings of Netcoop, Ghent, Belguim, November 2010.
- Wright, Street, 2007, « Democracy, deliberation and design : the case of online discussion forums », *New Média Society*, n°9, vol. 5.

